

Mémoire présenté au Comité permanent de la condition féminine
Consultation nationale sur la traite des femmes, des filles et des personnes de diverses
identités de genre
Glenda Carson et Rolande Chernichan
Mai 2023

La traite des personnes est un affront à la dignité d'une personne humaine et une violation de ses droits¹. Il s'agit d'un crime fondé sur le sexe, car la plupart des victimes sont des femmes et des filles. La majorité des victimes vivent dans une situation de vulnérabilité sociale ou économique. Les statistiques confirment qu'il y a une surreprésentation de filles et de femmes autochtones, d'enfants et de membres de la communauté LGBTQ2S+, en particulier des personnes transgenres. Il y a aussi des jeunes de tous les milieux socioéconomiques, des migrants et des nouveaux immigrants, ainsi que des personnes qui fuient la violence et la négligence².

Les couloirs de la traite des personnes permettent aux auteurs d'être à l'abri des poursuites parce que ces couloirs traversent des administrations municipales et provinciales, ce qui complique la détection, l'enquête et la poursuite dans les dossiers de traite des personnes. Ces défis, combinés à la réticence des victimes à porter des accusations et à témoigner, réduisent le succès des poursuites dans les cas de traite des personnes, puisque seulement un cas sur huit entraîne une condamnation pour une accusation de traite des personnes. Pour les victimes, les couloirs de la traite des personnes font également en sorte qu'il est plus difficile de s'échapper et d'accéder aux groupes de soutien communautaires, aux forces de l'ordre et aux membres du public³.

Bien que ce ne soit pas le seul facteur, la traite des personnes est associée au commerce du sexe. Le projet de loi C-36, *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*, cible les auteurs pour contrer l'exploitation des Canadiens vulnérables⁴. La LPCPVE suit l'approche du modèle de l'égalité pour réduire l'exploitation sexuelle, reconnaissant que la plupart des personnes ne se livrent pas à la prostitution par choix⁵.

Internet et les médias sociaux contribuent à la traite des personnes, car la plupart des femmes et des filles sont recrutées par le biais des médias numériques ou par des connaissances. Cela est particulièrement vrai pour les femmes et les filles autochtones de nombreuses collectivités du

¹ Conférence des évêques catholiques du Canada. *L'enseignement social de l'Église catholique*. <https://www.cecc.ca/wp-content/uploads/2021/11/CECC-Traite-des-personnes-lettre-pastorale-2021-1.pdf>
<https://www.cecc.ca/wp-content/uploads/2021/11/CCCB-Human-Trafficking-Pastoral-Letter-2021-1.pdf>

² Canadian Centre to End Human Trafficking. *Sex Trafficking* (« Traite de personnes à des fins d'exploitation sexuelle », disponible en anglais seulement). <https://www.canadiancentretoendhumantrafficking.ca/sex-trafficking/>

³ Gouvernement de la Colombie-Britannique. *Human Trafficking RCMP Findings* (« Conclusions de la GRC au sujet de la traite de personnes », disponible en anglais seulement). <https://www2.gov.bc.ca/gov/content/justice/criminal-justice/victims-of-crime/human-trafficking/humantrafficking-training/module-2/rcmp-findings>

⁴ Gouvernement du Canada (2023). *Document technique : Projet de loi C-36, Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. <https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/protect/p1.html>

⁵ Gouvernement du Canada, site Web de la législation (Justice), *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation*. https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2014_25/page-1.html

Nord⁶. La recherche a permis de cerner une lacune dans la quantité suffisante de données sur les habitudes en ligne des enfants recueillies par des sources de recherche, comme Statistique Canada⁷.

Le gouvernement du Canada s'est engagé à prévenir et à contrer la traite des personnes, conformément à la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes⁸. Les deux projets de loi suivants portent sur des aspects précis de la traite des personnes :

- Le projet de loi C-308 — *Loi concernant la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes*⁹, demande la mise en place d'une stratégie nationale pour mettre fin à la traite des personnes qui comprendrait : un soutien à l'éducation visant à accroître la sensibilisation de la collectivité à la traite des personnes; l'appui d'une approche culturellement appropriée; un soutien communautaire axé sur les traumatismes pour les victimes; et l'adoption de lois qui protègent mieux les victimes et garantissent la poursuite des auteurs.
- Le projet de loi S-210, *Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite*¹⁰, exige que tous les sites Web pornographiques accessibles au Canada utilisent la vérification de l'âge pour limiter l'accès des enfants à leur contenu. La non-conformité entraînerait des amendes ou des ordonnances de blocage.

Recommandations

Nous encourageons le gouvernement canadien à :

- appliquer les lois actuelles sur la prostitution, en respectant l'intention du projet de loi C-36, *Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation* (LPCPVE);
- soutenir les efforts de recherche visant à étudier l'influence de la pornographie sur la traite des êtres humains et à déterminer des stratégies efficaces pour la sécurité des enfants en ligne, comme la vérification de l'âge;
- fournir un financement adéquat pour l'élaboration de stratégies de sortie qui sont des soutiens communautaires adaptés aux traumatismes et à la culture;
- maintenir le financement des initiatives de sensibilisation du public qui visent à cerner les éléments de la traite des personnes et les lois en place pour la combattre;
- appuyer les mesures législatives et les efforts d'application de la loi qui augmentent la capacité du système de justice pénale d'identifier et de poursuivre les auteurs de la traite de personnes;
- appuyer les mesures législatives qui préviennent la traite des personnes et qui interviennent à cet égard, comme le projet de loi C-306, *Loi concernant la Stratégie nationale de lutte contre*

⁶ L'Association des femmes autochtones du Canada, *La traite des femmes et des filles autochtones au Canada*. <https://www.noscommunes.ca/Content/Committee/421/JUST/Brief/BR10002955/br-external/NativeWomensAssociationOfCanada-9857838-f.pdf>

⁷ Groupe CSA, *Children's Safety and Privacy in the Digital Age* (« La sécurité et la vie privée des enfants à l'ère numérique », disponible en anglais seulement). <https://www.csagroup.org/wp-content/uploads/CSA-Group-Research-Childrens-Safety-and-Privacy-in-the-Digital-Age.pdf>

⁸ Statistique Canada, *Bulletin Juristat — En bref*, La traite des personnes au Canada, 2021. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/85-005-x/2022001/article/00001-fra.htm>

⁹ Gouvernement du Canada, LEGISinfo, *Projet de loi C-308 — Loi concernant la Stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes*. <https://www.parl.ca/LegisInfo/fr/projets-de-loi?keywords=human%20trafficking>

¹⁰ Gouvernement du Canada, LEGISinfo, *Projet de loi S-210 — Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite*. <https://www.parl.ca/legisinfo/fr/projet-de-loi/44-1/s-210>

la traite des personnes et le projet de loi S-210, Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel sexuellement explicite.

Qui sommes-nous?

Nous sommes des citoyennes, des mères et des grands-mères inquiètes.

Glenda Carson : je suis une infirmière clinicienne spécialisée en périnatalité retraitée, et j'enseigne actuellement à temps partiel dans une université locale. Je me suis efforcée d'être une alliée et de plaider en faveur d'un bon gouvernement pour les personnes défavorisées et les plus vulnérables de notre société tout au long de ma carrière en soins infirmiers, de mes sujets de recherche au doctorat et de mon service bénévole au sein de la collectivité. J'ai notamment été membre active de la Catholic Women's League of Canada pendant plus de 35 ans.

Rolande Chernichan : je suis une propriétaire d'entreprise à la retraite qui a consacré sa vie à faire du bénévolat au sein de la collectivité et qui s'intéresse particulièrement à la justice sociale et à la défense des intérêts auprès du gouvernement. Pour ce faire, j'ai présenté des résolutions à titre de membre de la Catholic Women's League pendant 35 ans et je travaille actuellement au niveau national.
